

**ARRETE N° 267/2022**

**Portant réglementation de la circulation sur le chemin Terrain Café,  
le mardi 13 septembre 2022**

**Le Maire de la Commune de Petite-Île,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2213-1 et suivants,

**Vu** le Code pénal, et notamment son article R610-5,

**Vu** le Code de la route et notamment ses articles L110-3, L411-1, L411-6, R110-1, R110-2, R411-8,

**Vu** l'arrêté du 06 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu** l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière modifié par les textes subséquents,

**Vu** l'arrêté n° 255/2018 du 12 octobre 2018 modifiant les limites des agglomérations sur le territoire communal,

**Vu** la demande formulée le 1<sup>er</sup> Septembre 2022, par laquelle l'association Team Rally Sud dont le siège social se situe au 35, chemin Estellien Sorres – 97429 Petite-Île, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public routier communal,

**Vu** l'arrêté municipal n° /2022 portant autorisation d'occupation du domaine public accordée à l'association Team Rally Sud,

Considérant que cette réglementation est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie, et de prévenir tous risques liés à l'occupation temporaire du domaine public routier communal par l'association,

**ARRETE :**

**Art.1.- La circulation et le stationnement de tous véhicules à moteur et sans moteur en dehors de ceux dûment autorisés en vertu de l'arrêté n° 266/2022 susvisé sont interdits dans les conditions ci-après définies :**

- **Chemin Terrain Café, portion comprise entre la rue des Fruits à Pain et la rue des Zattes.**
- **Le mardi 13 septembre 2022, de 18h00 à 20h30.**

**Art.2.- La signalisation de fermeture de ladite portion de route sera mis en place par les services municipaux de Petite-Île.**

**Art.3.- Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.**

**Art.4.- Le Directeur général des services de la Commune, est chargé, de faire appliquer le présent arrêté.**

**Copie transmise à :**

Le Commandant de la Communauté de brigade  
de gendarmerie de Saint-Joseph,  
Le Responsable de la Police municipale,  
La Responsable des Services Techniques de la Commune



PETITE-ILE, le 06 Septembre 2022

P / Le Maire empêché  
le 1<sup>er</sup> Adjoint

Olivier Fort

**Le Maire certifie le présent arrêté exécutoire**

**Compte tenu : de sa publication en Mairie le 06/09/22, mis sur le site internet de la Mairie**

**Voies et délais de recours**

Dans le délai de deux mois à compter de la notification, de la publication et/ou de l'affichage de la présente décision les recours suivants peuvent être introduit :

- un recours gracieux motivé peut être adressé auprès de Commune de Petite-Île
- un recours contentieux peut-être formé devant le Tribunal Administratif de la Réunion, sis 2 ter rue Félix Guyon - 97400 Saint-Denis, dans les deux mois suivant la date de publication de la présente décision contestée ou la date de rejet de votre recours gracieux.